

AFC Pays de la Loire

Réponse à votre questionnaire de Pascal Gannat, Tête de liste régionale FN

1.1

Nous affirmons notre respect de la vie humaine de sa conception à sa fin naturelle et redisons notre souhait de permettre à chacun, quel que soit son état de santé ou son mode d'hébergement, de vivre pleinement jusqu'à sa mort naturelle.

Nous proposerons de soutenir la création de maisons médicales dans les zones manquant de médecins et de développer une politique en faveur des personnes âgées. En particulier l'accompagnement de la fin de vie, avec des personnes formées afin d'adoucir au maximum cette épreuve, y compris dans les hôpitaux. Bien entendu, nous sommes totalement opposés à toute forme d'euthanasie.

1.2

Les formations aux soins palliatifs des personnels soignants seront prises dans le cadre de la formation initiale et formation permanente.

2.1

Nous sommes totalement en désaccord avec la politique du planning familial. Il est totalement irresponsable de ne pas avoir engagé une forte politique de natalité afin de pallier à la crise démographique actuelle. Les générations ne sont plus renouvelées. Nous devons proposer de plus en plus de structures d'accueil pour aider toutes les femmes en détresse pour une grossesse non désirée, en particulier les très jeunes femmes (parfois des lycéennes). Il faut mettre en œuvre une politique de prévention, d'information et d'accompagnement afin de les aider à garder leur enfant contrairement à ce que prône le planning familial depuis trop longtemps ! Nous nous opposerons aux subventions pour ces organismes et demanderons la suppression pure et simple du « pass contraception ».

2.2

Notre soutien ira à toutes les associations soucieuses de l'accueil de la vie afin d'aider toute femme en difficulté à conserver son enfant à naître.

3

Pas un centime ne sera voté par notre groupe pour le soutien à une quelconque association faisant la promotion de l'apologie du « genre ». Cela est totalement contraire aux valeurs que nous portons : défense de la famille (1 père, 1 mère), défense de la vie de la conception à la mort naturelle, défense des personnes âgées, etc.....

4.1

Nous pensons que les parents doivent être les seuls éducateurs de leurs enfants, pour leur inculquer le bien et le mal, et préserver leur santé physique et morale. L'école est faite pour enseigner et non pour éduquer. Les parents qui ont des difficultés pour l'éducation de leurs enfants doivent être aidés car à notre époque l'éducation est une tâche très lourde et de plus en plus difficile à assumer, face à la décadence continuelle de nos valeurs morales et éducatives.

4.2

Bien sûr nous refusons, dans les écoles, toute forme d'intervention extérieure malsaine qui risque de pervertir nos enfants qui sont déjà matraqués par les médias, télévisions et autres jeux vidéo, sans oublier la pornographie étalée au grand jour !!!

5

Les lycées quels qu'ils soient doivent recevoir le soutien de la région qui est chargée de leur réalisation et de leur entretien. C'est l'une de ses compétences importantes. Les lycées privés sont plus nombreux dans notre région : 193 pour 129 lycées publics. De ce fait, ils doivent bénéficier des mêmes avantages. Tous les lycéens ont droit au même traitement et recevoir l'éducation souhaitée par leurs parents.

6.1

Nous proposerons la politique proposée en Ile de France : tarif à 50%. Cette mesure nous paraît satisfaisante. Bien sûr cette proposition a un coût, aussi, nous suggérons de financer cette proposition en faisant des économies sur d'autres postes : diminuer les subventions du FRAC (fond régional d'art contemporain) ainsi qu'aux associations communautaristes. Pour alléger les charges des familles, nous baisserons de 10% les taxes régionales sur les cartes grises et les carburants.

6.2

Nous maintiendrons le pass-culture existant et soutiendrons l'action éducative des familles par une réorientation de la politique culturelle. Nous mettrons en place un plan d'aide aux écoles d'art, de danse et de musique transmettant la culture classique. Notre effort se tournera en particulier vers les territoires ruraux.

7.1

En effet, si nous voulons que les familles aient plus d'enfants, il faut construire des logements plus grands. C'est logique et dans le même temps, indispensable car si nous voulons renouveler les générations, il est plus que temps d'encourager les familles par tous les moyens. L'idée de logements intergénérationnels doit faire l'objet d'un financement régional. Afin d'éviter les concentrations dans les grandes agglomérations, nous encouragerons une politique d'équilibre des territoires permettant aux familles de vivre et travailler dans un environnement préservé, en milieu rural, dans les villages et les villes moyennes.

7.2

Nous sommes favorables à la vente de logements HLM aux familles françaises, car la propriété du logement est un gage de stabilité familiale. Il faut « labelliser » la location de chambres aux étudiants, en échange de services, particulièrement chez les personnes âgées. Développer comme cela se fait dans d'autres pays européens : 1 parc social privé.

8.1

Nous donnerons la priorité des aides aux PME, PMI, TPE, meilleures créatrices d'emplois « non délocalisables ». Nous lutterons contre la désertification rurale dans toute la mesure de nos moyens (services de santé, médecins). Nous mettrons en œuvre une vraie politique d'équilibre des territoires en réaffectant à la ruralité, aux villages et villes moyennes la majeure partie des crédits engloutis dans la politique de la ville (46 quartiers absorbent 50 à 90% des budgets d'aménagement du territoire, selon les années et les programmes pour 3% de la population !!). Accélération du Très Haut Débit... Encore beaucoup de zones « blanches » en Vendée....

8.2

Nous y sommes favorables, mais il faudra sortir de la PAC qui a détruit près de 40% de ces petites exploitations familiales en 10 ans !

9

Oui nous sommes prêts à supprimer les subventions aux associations qui vont à l'encontre de la culture telle que nous la concevons : FRAC, Hellfest, avec des modulations pour favoriser la culture populaire et enracinée, selon un critère de refus de la « christianophobie ». Défendre et valoriser notre patrimoine. Aucune subvention aux associations communautaristes.

10.1

En aucun cas, le conseil régional ne doit imposer une quelconque revue ou journal car c'est toujours le contribuable qui paie ! On ne doit donc pas proposer « à fortiori » aux élus, une revue qui est une insulte permanente à nos valeurs et à nos racines chrétiennes, plus que jamais attaquées. Insulter les religions n'est pas un facteur de paix civile.

10.2

Cela va de soi.... Nous diminuerons de 1% par an (6% en 6 ans) le budget global de la région = 100 millions sur 1560 millions.

11.1

La région n'a pas le pouvoir de changer les lois qui sont votées par l'Assemblée nationale. Chaque cas doit être étudié séparément. Ces questions dépendent de la politique nationale.

11.2

Nous sommes opposés au travail du Dimanche, sauf, bien sûr, pour les professions qui sont concernées, et ce, depuis toujours. Le Dimanche est consacré au repos et à la famille. Il y a beaucoup de lieux de promenade en dehors des supermarchés !!!!